



CHSCTC du 27 septembre 2018

Les rapports de visite de l'IGPDE et du contrôle fiscal sont approuvés, avec les réserves émises sur ces rapports.

Le point 'fiche de risques professionnels' sera vu dans une prochaine séance.

Registres SST : Il faudrait trouver des solutions plus radicales contre la présence de souris. Mais il faut aussi insister auprès des agents qui nourrissent les souris ou qui ne protègent pas les aliments. Il faudrait également permettre aux agents prestataires n'ayant pas accès aux restaurants administratifs d'y avoir accès à des tarifs raisonnables et qu'ils puissent payer avec des tickets restaurant. De plus, il faudrait vider les poubelles le soir, et mettre des poubelles qui se ferment automatiquement.

Nous mettons en doute le niveau sanitaire des food-trucks, bien que l'Administration souligne que ces food-trucks adhèrent à des chartes sanitaires.. L'émanation des odeurs de ces véhicules est gênante. L'ISST rappelle qu'il doit y avoir un plan de prévention et de circulation pour ces food-trucks. A cet effet, il se rapprochera de l'Administration.

Expérimentation des éthylotests

La CGT, FO et Solidaires demandent que cessent cette expérimentation des éthylotests qui ne sont pas acceptés par les chauffeurs et qui, finalement, ne servent à rien. Dans la mesure où il y a là une question de mise en danger des personnes, la CGT pose la question de contrôles inopinés d'alcoolémie.

UNSA et CFDT demandent la continuité de l'expérimentation.

Parking d'IVRY

Les OS insistent sur le retrait du badge de stationnement pour les possesseurs des véhicules stationnant devant les extincteurs ou les sorties de secours.

La CGT alerte sur le risque de glissade sur les ralentisseurs pour les motos. L'ISST propose de décaler les ralentisseurs pour permettre aux motos d'éviter la glissade.

Vote à l'unanimité pour le cofinancement des travaux du parking d'Ivry.

DUERP/PAP de la DGFIP

Par rapport au risque terroriste, la Mairie indique un réaménagement global de la zone et le quadrillage du secteur par la police. A vérifier.

Toutes les OS ne peuvent que déplorer l'augmentation des RPS. La bonne volonté des acteurs de prévention de la DGFIP ne suffit pas à supprimer ou à freiner les sources de RPS connues à la DGFIP, et qui existent dans toutes nos Directions. CAP 2022 et toutes les réformes mises en place à la DGFIP, avec leur lot de suppressions d'effectif, sont bien la cause de ces RPS, et ce ne sont pas les mesures de prévention qui empêcheront ce fait.

Le travail produit pour l'élaboration du DUERP/PAP est de très bonne qualité. Malheureusement, pour les raisons évoquées ci-dessus, la CGT votera contre ce DUERP/PAP pour dire non à l'inhumanité de la politique mise en place à la DGFIP.

Abstention de toutes les OS, à l'exception de la CGT qui vote contre. Pour la CGT, c'est un vote sanction contre la politique inhumaine menée par la DGFIP.

Bilan de l'expérience de mise en sureté au CIP de Noisiel

Au vu de l'échec de l'envoi de l'alerte confinement par l'outil sympa, les OS proposent de faire sonner tous les téléphones pour signaler une alerte de confinement.

DUERP/PAP de l'AFA

Peu d'intérêt de l'encadrement supérieur sur l'élaboration du DUERP/PAP. L'organigramme, absent, n'aide pas à la compréhension des RPS.

Pour une agence aussi jeune, il est surprenant de voir déjà un certain nombre de RPS, qui semble lié au management, à la charge de travail et à l'organisationnel. Il faudra trouver des solutions pour certains bureaux à 5 personnes.

Solidaires, CGT, CFDT : Abstention

FO, UNSA : Pour

Déménagement de Tracfin

Pas de déménagement dans l'immédiat. Les OS demandent une communication écrite officielle vers les agents.

Ces mêmes agents avaient entendu des rumeurs, liées à un possible rapprochement avec d'autres services.

DUERP/PAP du CNOCP

Quid du statut de l'agent retraité qui collabore avec le SG du CNOCP ?

Vote favorable à l'unanimité

Travaux au Montaigne

Ils ont démarré ce matin pour les vitres. Pour les toilettes, des sèche-mains ont été installés.

Situation du bureau B2 (DGDDI)

Présentation par Mme Castera et M. Taneau.

Suite au rapport de l'IGF et de la cour des comptes, il a été décidé de regrouper le 'maritime / garde-côtes' dans un seul Service à Compétence Nationale. Cette réorganisation fait partie du chantier 'Ambition DG'. L'effectif cible du SCN est de 65 agents.

IUP de Roissy

La Directrice adjointe de ce SCN interministériel fait la présentation. L'effectif cible est de 45-50 agents. Il n'y a pas une totale homogénéité dans les situations des agents qui viennent d'origines très différentes (douaniers, gendarmes, policiers,...). Il existe un risque professionnel lié à la durée des vacances et aux rythmes jour-nuit. Cependant, les agents sont favorables à ces modifications, car ils y voient leur propre intérêt, dicit la Directrice

adjointe. Les OS demandent un bilan de ce projet, au regard des risques possibles sur la santé des agents et liés aux rythmes de travail. Faut-il aller contre le souhait des agents ? Nous demandons un bilan pour pouvoir juger de la validité de des rythmes de travail.

Vote pour à l'unanimité, à l'exception de Solidaires qui s'abstient.

Réorganisation de SRH3

Présentation par M. Estournet. Les missions ne sont pas remises en cause. Un questionnaire adressé aux agents est venu conforter l'intérêt de cette réorganisation. Un GT du CTAC se tiendra le vendredi 5 octobre sur ce thème.

Questions diverses

Dans le département 86, le relogement du médecin de prévention risque de se faire dans des locaux qui ne sont pas aux normes. C'est la DDFIP locale qui avait proposé ce relogement à SRH3C. SRH3C doit se déplacer le 10 octobre pour faire une reconnaissance des lieux. Une décision de SRH3C se prendra après. Les OS demandent à être tenues informées.